

**Christophe Ramaux, *Pour une économie républicaine. Une alternative au néolibéralisme*,
De Boeck, 2022, 336 p.**

Conclusion : Les jours heureux sont à portée de main

Le divorce entre le politique et l'économie est au cœur de notre désenchantement. Que vaut la démocratie, avec ses beaux principes, si elle laisse une infime minorité accumuler des richesses exorbitantes, en pratiquant de surcroît l'évasion fiscale ? Le malaise de nos sociétés ne provient pas tant de l'organisation du politique, même s'il y a beaucoup à faire à ce niveau, que du sentiment qu'un domaine essentiel de nos vies, celui de l'économie, échappe à notre socle d'accord politique. Tel était le diagnostic, somme toute banal, au point de départ de ce livre.

La réponse qu'il avance pour sortir du désenchantement est quant à elle nouvelle : c'est l'*économie républicaine*. Les deux termes de *république* et d'*économie* ne sont quasiment jamais rapprochés. C'est surprenant compte tenu de l'importance de ces deux « continents ». Nos sociétés seraient en quelque sorte schizophrènes, avec la démocratie et le suffrage universel d'un côté, et de l'autre, une économie qui semble entièrement lui échapper.

Le levier d'Archimède avancé dans ce livre afin de rebâtir un horizon d'espérance n'est en fait pas si neuf. Il puise loin et nous ne partons pas de rien pour l'atteindre. L'*économie républicaine* n'est pas une utopie, elle est d'autant plus à portée de main, qu'elle existe déjà, même si c'est sous une forme encore trop embryonnaire.

RELIER ÉCONOMIE ET POLITIQUE

Dans les faits, nos sociétés ne sont pas aussi schizophrènes qu'il y paraît. Il n'y a pas, d'un côté, la démocratie et, de l'autre, une économie entièrement aux mains de la finance et du capital. Ces derniers

dominent à bien des égards, mais des sphères importantes de l'économie leur échappent.

En France, la moitié du revenu des ménages est socialisée. La somme des prestations sociales – les retraites en premier lieu, mais aussi les allocations familiales ou chômage, etc. – et des transferts sociaux – les soins remboursés, l'éducation, etc. – est *supérieure* à la somme des salaires nets. De même, la moitié de la consommation globale est soutenue par la dépense publique. Ces données sont souvent méconnues. Nous ne vivons pas à proprement parler dans des économies *de marché* ni dans des économies *monocapitalistes*, mais nous le saissons mal. Nous appréhendons peu à quel point nos économies sont *mixtes*, avec *du* marché, un pôle privé, mais aussi un pôle public, lequel existe partout dans le monde.

Nos économies sont d'ores et déjà républicaines en un sens, mais nous n'en avons pas pleinement conscience. Ce *déjà là* de nos sociétés n'est pas pensé ni même nommé. D'où l'incapacité à se saisir pleinement de ce levier pour en déployer toute la portée.

Pourquoi parler de république et non simplement de démocratie ? L'enjeu est de taille. La réponse à cette question livre la clé pour saisir ce qu'est l'*économie républicaine*.

La démocratie a un pôle *libéral*, celui qui vient immédiatement à l'esprit, avec les libertés individuelles de penser, de s'exprimer, de se réunir, avec la propriété de soi et de ses biens et la possibilité de contracter avec autrui. Mais elle a aussi un pôle qui n'est pas libéral : celui du suffrage universel, des représentants élus sur cette base afin de voter la loi, laquelle s'impose à tous. Ce second pôle, proprement *républicain*, c'est celui de l'État et plus largement des institutions publiques.

La justification de ce second pôle, et c'est là l'essentiel, renvoie à l'idée que l'intérêt général est irréductible aux jeux des intérêts particuliers. La société a une consistance propre. On est au cœur de notre propos : l'économie républicaine relève elle-même d'un régime mixte, à deux pôles. Elle a un pôle libéral, celui des marchés, de la concurrence, de l'initiative privée. Un pôle aussi précieux que le pôle libéral de la démocratie, il convient de l'admettre sans détour pour éviter bien des controverses inutiles. Mais elle a aussi un pôle non libéral, celui de l'*État social* (dit aussi *État providence*). Car il est des missions que le capitalisme néolibéral n'est pas à même d'assumer. L'histoire – et ce constat devrait lui aussi être partagé sans détour – le montre suffisamment. Ces missions, ce sont notamment : le plein emploi, afin d'éviter

CONCLUSION : LES JOURS HEUREUX SONT À PORTÉE DE MAIN

ce gâchis social qui fait coexister d'immenses besoins insatisfaits, d'un côté, et des sans-emploi qui pourraient les satisfaire, de l'autre; la stabilité financière afin d'empêcher l'alternance de bulles et de krachs; la protection sociale; les services publics; la maîtrise des inégalités, au risque sinon de déchirer et de décourager le corps social; l'écologie aussi, cette nouvelle frontière.

L'INTÉRÊT GÉNÉRAL : UNE BOUSSOLE POUR UN NOUVEAU PROJET ÉMANCIPATEUR

L'idée selon laquelle l'intérêt général, et avec elle la société, a une consistance propre, traverse la plupart des sujets évoqués dans ce livre.

Elle permet tout d'abord d'expliquer la déroute du socialisme car il importe de le faire. Pendant près de deux siècles, celui-ci a fourni un horizon à celles et ceux qui luttaient contre les injustices sociales. Ces combats n'ont pas été vains : ils ont contribué aux conquêtes que sont la Sécurité sociale ou le droit du travail. L'espérance socialiste s'est cependant effondrée avec la chute du mur de Berlin. Comment expliquer cet effondrement?

Le cœur du projet socialiste ou communiste – peu importe les termes employés à ce niveau – reposait sur l'idée selon laquelle l'association des travailleurs au sein des entreprises allait permettre de fonder un nouveau monde où il n'y aurait plus d'exploitation, et finalement plus d'État, plus de nation, ni de pouvoir. Rien ne s'est passé comme prévu. Le xx^e siècle a été marqué par l'échec complet de ce projet. Dans les pays où le capitalisme a été renversé, le dépérissement promis de l'État a, chaque fois, accouché de son exact envers : des États totalitaires. À évacuer une question clé, celle du pouvoir et de l'État en l'occurrence, on s'expose à la voir ressurgir violemment en boomerang et tel fut clairement le cas ici. La désuétude dans laquelle est tombé l'idéal de l'autogestion, cette déclinaison du même soleil portée au pinacle dans les années 1960-1970, ne s'explique pas autrement.

L'idéal socialiste avait, finalement une profonde affinité avec le libéralisme : l'un et l'autre soutiennent que la société peut se passer du tout, du politique, de l'État. Sur les décombres du socialisme, il est sage de se rendre à l'évidence : n'importe quelle organisation – entreprise, mais aussi association ou syndicat – suppose de la délégation de pouvoir. Le tout n'étant pas réductible au jeu des parties, il a une consistance propre qui demande à être prise en charge, et ce qui est vrai au niveau d'une structure locale, l'est *a fortiori* au niveau le plus

général, celui de l'être ensemble en société, d'où le besoin de lois, d'institutions, d'État.

Comment revivifier ce que l'espérance socialiste portait de meilleur, le refus des injustices, le combat pour l'égalité et pour la dignité des travailleurs? C'est le projet républicain, comme Jaurès et bien d'autres l'avaient compris, avec l'idéal de la République sociale, qui est à même de porter cette espérance. Tel est aussi le sens de l'économie républicaine : donner de la chair, de la consistance, à cette nécessaire reconstruction d'un nouveau projet émancipateur.

LE NÉOLIBÉRALISME N'A PAS TOUT EMPORTÉ.

GARE À LA DÉPLORATION

Le néolibéralisme est le nouveau régime économique qui s'est imposé à partir du début des années 1980. Son projet d'ensemble est de remettre en cause les quatre piliers de l'État social que sont la protection sociale, les services publics, le droit du travail et les politiques économiques (budgétaire, monétaire, industrielle, commerciale...) de soutien à l'activité et à l'emploi. Ce projet a-t-il été réalisé? Oui pour une part, mais en partie seulement a-t-on montré. Le néolibéralisme est parvenu à changer radicalement la donne avec la libéralisation de la finance, le libre-échange, l'austérité salariale et la contre-révolution fiscale. Mais il n'a pas pour autant tout emporté, contrairement à ce qu'un discours catastrophiste et désarmant laisse entendre. L'État social fait de la résistance, il demeure présent dans nos vies quotidiennes avec les retraites ou les services publics, et il continue, on l'a vue, à réduire considérablement les inégalités.

L'État social demeure d'autant plus d'actualité que le bilan du néolibéralisme, à bien des égards accablant, le réhabilite. Les leçons de la grande crise de 2008, qui attestait la faillite de ce système, n'ont pas été tirées. Celles à tirer de la crise du covid le seront-elles? C'est l'un des enjeux majeurs de ces prochains mois et prochaines années.

Cette crise marque un tournant dans l'histoire. L'humanité a connu de semblables et même de pires catastrophes. Mais jamais dans l'histoire, les États n'avaient pris la décision de confiner peu ou prou les populations et de geler une bonne part de l'activité économique. Preuve que le capitalisme ne surdétermine pas tout, les gouvernements ont en un sens fait leur précepte selon lequel *les vies valent plus que les profits*. Simultanément, jamais les États n'étaient intervenus aussi massivement

CONCLUSION : LES JOURS HEUREUX SONT À PORTÉE DE MAIN

afin d'éviter que le gel de l'activité ne se traduise par une cascade de faillites et de licenciements.

Il importe de tirer jusqu'au bout les enseignements de cette crise. Le premier d'entre eux saute aux yeux : la réduction de l'hôpital à un coût, opérée avec obstination ces dernières années, s'est payée au prix fort ; il y a lieu de changer de monde pour mettre le soin au cœur de nos sociétés. Les États, autre enseignement, loin d'être démunis et dépassés, peuvent décidément beaucoup. Mais à ce niveau aussi, rien ne garantit un changement de cap. En témoigne – par contraste avec les premiers pas de l'administration Biden – l'entêtement avec lequel une bonne part des dirigeants en France, avec Macron en tête, proposent, en guise de modernisme, de soumettre le pays à un modèle néolibéral pourtant clairement suranné.

UN TOURNANT DOCTRINAL POUR UN PROJET D'ENSEMBLE

Quel projet d'ensemble opposer au néolibéralisme ?

À défaut d'un tel projet, de nombreuses critiques du néolibéralisme sombrent dans la déploration, les dérives identitaires – où le combat contre les discriminations, au lieu de s'inscrire dans un projet d'émancipation commun, devient prétexte au repli sans fin des uns contre les autres – et l'excès. À les suivre, l'État social aurait peu ou prou disparu, pour laisser la place à un État essentiellement néolibéral et autoritaire. De quoi conforter chez les jeunes l'idée que les retraites ce ne sera pas pour eux, que les services publics n'existent quasiment plus et n'ont plus d'avenir...

Il y a bien lieu de repenser l'économie et son organisation : la crise du covid, celle des gilets jaunes et avant elles la déflagration de 2008, l'ont à chaque fois rappelé avec force. Encore faut-il avoir une boussole pour ce faire.

L'*économie républicaine* invite à opérer un tournant doctrinal afin précisément de reconstruire une alternative cohérente au néolibéralisme. L'ambition est d'ouvrir le champ de ce qui est considéré comme possible et souhaitable. Car tel est bien le sens de ce livre : ne pas se contenter de dresser un énième tableau des dégâts du néolibéralisme, ni rester au chaud dans une posture purement contestataire, mais se risquer à proposer un projet à vocation majoritaire.

L'ambition se veut à la fois théorique et pratique. Ambition théorique avec le tournant doctrinal proposé, qui invite à sonder les ressorts de la démocratie elle-même, afin de mieux refonder l'économie. Ambition

pratique aussi, avec des propositions concrètes visant à changer la donne *hic et nunc*. Quatre défis ont en ce sens été passés en revue : l'écologie tout d'abord dont les défis ne pourront être relevés, on l'a vu, si l'on continue à faire l'autruche notamment sur le sujet central de la production d'électricité ; le fonctionnement des entreprises ensuite, à remettre à plat pour redonner toute leur fierté aux travailleurs ; l'intervention publique à réhabiliter et à refonder afin d'offrir un projet mobilisateur à *ceux du public* comme à *ceux du privé* ; les nations citoyennes enfin, elles aussi à réhabiliter, y compris pour redonner un nouveau souffler à l'Europe.

RÉ-ENCHANTER L'AVENIR

Les économistes ne sont pas d'accord entre eux sur la façon dont il convient de faire fonctionner l'économie. Les partisans du libéralisme économique pensent que le capitalisme est le plus à même d'assurer le progrès économique et social. Pendant longtemps, nombre de leurs opposants soutenaient, comme en miroir, qu'il convenait de se passer du marché et de l'initiative privée. L'histoire tragique du xx^e siècle ne leur a pas donné raison. Les crises à répétition et les injustices qu'engendre le modèle néolibéral ne donnent pas pour autant raison aux premiers. Il est temps de faire bouger les lignes. Tel est le sens de l'économie républicaine. Elle invite à repenser et à refonder l'économie en partant de notre socle commun, la démocratie.

Ce livre a été écrit avec une boussole, celui du refus du dogmatisme. C'est par la confrontation des points de vue, par la critique, en reconnaissant que ses adversaires peuvent porter une part de vérité, que le débat démocratique progresse. Nous avons besoin d'un tel débat pour refonder l'économie. Puisse ce livre – sans aucun doute imparfait ne serait-ce qu'en raison de la diversité des sujets évoqués – y contribuer.

Nos sociétés souffrent du sentiment que les dirigeants politiques qui sont en charge du pilotage de l'État ne remplissent pas correctement leur mission, qu'ils œuvrent trop souvent au service d'intérêts privés en lieu et place du service à rendre à l'intérêt général. C'est tout le sens de l'économie républicaine : placer l'intérêt général au cœur du fonctionnement de nos économies afin de rebâtir un horizon d'espérance.